



Les Fédérations Nationales CGT des Personnels des Organismes Sociaux, de la Santé et des Industries Chimiques appellent à la grève et à se mobiliser massivement le 29 octobre prochain, date de l'ouverture des débats à l'Assemblée nationale sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2025.

Ce gouvernement comme les précédents assèche les recettes de la Sécurité sociale avec comme objectif la financiarisation de la protection sociale et la marchandisation de la santé. Le programme d'austérité qu'il veut imposer, va lourdement aggraver la situation des hôpitaux publics qui sont déjà à l'agonie. L'ensemble de notre système de santé et de protection sociale n'arrive plus à répondre aux besoins de la population faute de moyens.

Ce sont aussi des mesures de régressions sociales pour la population, avec un risque accru de renoncement aux soins :

- Les indemnités journalières de Sécurité sociale seraient calculées sur la rémunération ne dépassant pas l'équivalent de 1,4 SMIC au lieu de 1,8 SMIC comme aujourd'hui (le plafond passerait de 49 à 39 euros nets (CSG CRDS déduites)). Cette mesure fera augmenter le coût des contrats de prévoyance pour celles et ceux dont les entreprises participent, par ce biais, à un complément d'indemnisation. C'est encore plus grave pour les privé.es d'emploi et de nombreux salarié·es de TPE non couverts ;
- Le ticket modérateur passerait de 30 à 40 % en janvier 2025, alors même qu'en décembre 2024 le tarif de base de la Sécurité sociale passera pour une consultation de 26,5 à 30 €. Cette hausse va entraîner une augmentation des cotisations de complémentaires santé qui devront prendre en compte ce transfert de charge ;
- Le décalage de six mois dans la revalorisation des pensions de retraite représente une ponction de 4 milliards d'euros sur le dos des retraité·es ;
- Limitation des ressources du Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées qui entraînerait un manque à gagner de 100 millions d'euros et provoquerait une réduction des aides en faveur de l'emploi des personnes handicapées.

La Sécurité sociale et notre système de santé sont des biens communs de progrès social dont la marchandisation est inacceptable. Il faut retrouver une Sécurité sociale financée par la cotisation sociale, gérée par les représentant·es des travailleur·ses, qui répond aux besoins des assuré·es et indépendante du capital.

La confédération appelle les organisations à renforcer l'initiative des trois fédérations à se mobiliser massivement le mardi 29 octobre 2024.

La CGT appelle la population à rejoindre les rassemblements et autres initiatives qui se tiendront le 29 octobre comme celui prévu en Ile de France devant l'Assemblée nationale de 13h à 17h.

ENSEMBLE LE 29 OCTOBRE 2024 DÉFENDONS NOTRE SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE ET DE SANTÉ